

Vu l'urgence;

Considérant que, vu l'actuelle situation budgétaire très spécifique, il existe un accord au sein du Gouvernement flamand pour n'indexer les subventions de fonctionnement que pour la seule composante des salaires; que l'accord pour l'assurance soins flamande ne peut être exécuté qu'après modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} septembre 2011 déterminant les conditions de fixation, de paiement et de recouvrement des subventions des caisses d'assurance soins dans le cadre de l'assurance soins;

Considérant que le « Vlaams Zorgfonds » (Fonds flamand d'assurance soins) est obligé de payer aux caisses d'assurance soins agréées une avance sur la subvention pour frais de fonctionnement avant le quinzième jour du premier mois de chaque trimestre;

Considérant qu'il importe d'adapter d'urgence l'actuel arrêté afin de garantir le paiement des subventions pour les frais de fonctionnement aux caisses d'assurance soins, en vue d'assurer le fonctionnement normal des caisses concernées;

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 8, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} septembre 2006 établissant les conditions de la fixation, du paiement et du recouvrement des subventions allouées aux caisses d'assurance soins dans le cadre de l'assurance soins, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 mars 2010, le montant de « 8.114.193 euros » est remplacé par le montant de « 8.191.050 euros ».

Art. 2. A l'article 9, premier alinéa du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 mars 2010, le montant de « 65.791 euros » est remplacé par le montant de « 66.414 euros ».

Art. 3. L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 mars 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Article 13. Les montants, visés aux article 8, alinéa 1^{er}, et 9, alinéa 1^{er}, sont rattachés à partir de l'année calendaire 2012, chaque année le 1^{er} janvier, à l'évolution de l'indice de santé des prix à la consommation du mois d'avril de l'année précédente par rapport à l'indice de santé des prix à la consommation du mois d'avril en 2010. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2011.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 février 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 648

[C — 2011/31105]

17 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'agrément des certificateurs qui établissent un certificat PEB ou un certificat PEB Bâtiment public

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 7 juin 2007 relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments, les articles 22, § 2, 1^o en 2^o, 22, § 3, 23bis et 24 modifiés par l'ordonnance du 14 mai 2009.

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 13 septembre 2010;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 21 septembre 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 29 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 8 juillet 2010;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 648

[C — 2011/31105]

17 FEBRUARI 2011. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de erkenning van de certificateurs voor het opstellen van een EPB-certificaat of een EPB-certificaat Openbaar gebouw

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen

Gelet op de ordonnantie van 7 juni 2007 houdende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen, de artikelen 22, § 2, 1^o en 2^o, 22, § 3, 23bis en 24 gewijzigd door de ordonnantie van 14 mei 2009.

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 13 september 2010;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 21 september 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie Financiën, gegeven op 29 juni 2010;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juli 2010;

Vu l'avis 48.981/3 du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement, de l'Energie, de la Rénovation urbaine et de l'Aide aux personnes;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et objectif

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ordonnance : l'ordonnance du 7 juin 2007 relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments.

2° Agent : agent de l'Institut désigné conformément aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement.

Art. 2. Le présent arrêté vise à agréer les certificateurs qui établissent les certificats PEB pour les habitations individuelles, les certificats PEB pour les unités tertiaires et les certificats PEB Bâtiment public. Pour chaque type de certificat PEB, le certificateur suit une formation spécifique reconnue.

CHAPITRE 2. — Des certificateurs

Section 1^{re}. — Agrément des certificateurs

Art. 3. § 1^{er}. L'agrément en tant que certificateur est octroyé aux personnes physiques remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire d'une attestation de formation valable, visée à l'article 4;

2° s'engager à respecter les obligations visées à l'article 6;

3° ne pas être privé de ses droits civils ou politiques;

§ 2. L'agrément en tant que certificateur est octroyé aux personnes morales remplissant les conditions suivantes :

a) avoir été constituée en conformité avec la législation belge ou celle d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen;

b) conformément à l'article 22, § 2, 1° de l'ordonnance, occuper à tout moment une personne physique agréée en tant que certificateur.

Art. 4. Une attestation de formation est valable si elle est délivrée après avoir suivi avec fruit la formation reconnue en vertu de l'article 15 et si elle date de moins de six mois au moment de l'introduction de la demande d'agrément.

Art. 5. § 1^{er}. L'agrément est octroyé pour une période de cinq ans. Il peut être prolongé par périodes de cinq ans.

§ 2. La demande de prolongation est adressée à l'Institut au plus tard trois mois avant l'échéance de l'agrément.

§ 3. Si une formation de recyclage reconnue en vertu de l'article 17 a été organisée au plus tard six mois avant l'échéance de l'agrément, la demande de prolongation est accompagnée de l'attestation de formation mise à jour après avoir suivi avec fruit ladite formation de recyclage reconnue.

Art. 6. Le certificateur exerce ses missions en respectant les obligations suivantes :

1° Il utilise les formulaires mis à disposition par l'Institut et suit les règles dictées dans le protocole pour la réalisation des certificats PEB et des certificats PEB Bâtiment public; ce protocole est un manuel établi et mis à disposition par l'Institut fixant les lignes directrices à suivre par les certificateurs lors de leurs visites sur site;

2° Il s'assure que les certificats PEB et les certificats PEB Bâtiment public ne contiennent aucune proposition commerciale concernant l'approvisionnement en énergie de l'habitation ou les mesures d'économie d'énergie recommandées. Les certificats sont établis de manière indépendante et objective et ne sont pas influencés par d'éventuels intérêts commerciaux;

3° Il exerce sa mission en toute indépendance. Il n'est pas autorisé à réaliser des certificats PEB sur lesquels ils disposent d'un droit réel ou personnel ou pour lesquels il intervient, à quelque titre que ce soit, dans le cadre d'une transaction immobilière, dans les conditions prévues à l'article 18, § 2 de l'ordonnance;

Gelet op het advies 48.981/3 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2010 in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister voor Leefmilieu, Energie, Stadsvernieuwing en Bijstand aan Personen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Definities en doelstelling

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° Ordonnantie : De ordonnantie van 7 juni 2007 houdende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen.

2° Personeelslid : in overeenstemming met de bepalingen van artikel 4 van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu aangeduide personeelslid van het Instituut.

Art. 2. Dit besluit beoogt de certificateurs voor het opstellen van de EPB-certificaten voor wooneenheden, de EPB-certificaten voor tertiaire eenheden en de EPB-certificaten Openbaar gebouw te erkennen. Voor elk type EPB-certificaat volgt de certificateur een erkende specifieke opleiding.

HOOFDSTUK 2. — Over de certificateurs

Afdeling 1. — Erkenning van de certificateurs

Art. 3. § 1 De erkenning als certificateur wordt toegekend aan natuurlijke personen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° houder zijn van een geldig opleidingsgetuigschrift, bedoeld in artikel 4;

2° zich ertoe verbinden de in artikel 6 bedoelde verplichtingen na te leven;

3° niet ontzet zijn uit hun burgerlijke of politieke rechten;

§ 2. De erkenning als certificateur wordt toegekend aan rechtspersonen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) Oppericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of de wetgeving van een andere Lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

b) overeenkomstig artikel 22, § 2, 1° van de ordonnantie, op elk moment, een natuurlijke persoon tewerkstellen die erkend is als certificateur.

Art. 4. Een opleidingsgetuigschrift is geldig voor zover het wordt afgeleverd na de krachtens artikel 15 erkende opleiding met succes gevolgd te hebben, en het op het ogenblik van het indienen van de erkenningsaanvraag minder dan zes maanden oud is.

Art. 5. § 1. De erkenning wordt toegekend voor een periode van vijf jaar. De erkenning kan met periodes van vijf jaar worden verlengd.

§ 2. De aanvraag tot verlenging dient uiterlijk drie maanden voor het verval van de erkenning gericht te worden aan het Instituut.

§ 3. Indien een krachtens artikel 17 erkende bijscholing wordt georganiseerd ten laatste zes maanden voor het verval van de erkenning, wordt het geactualiseerde vormingsgetuigschrift bij de aanvraag gevoegd, nadat genoemde bijscholing met vrucht werd gevolgd.

Art. 6. Bij de uitvoering van zijn opdrachten dient de certificateur de volgende verplichtingen na te leven :

1° Hij gebruikt de formulieren ter beschikking gesteld door het Instituut en volgt de in het protocol voorgeschreven regels met het oog op de opstelling van EPB-certificaten en EPB-certificaten Openbaar gebouw; dit protocol is een door het Instituut opgestelde en ter beschikking gestelde handleiding die de richtlijnen bepaalt die door de certificateurs bij hun plaatsbezoeken gevolgd moeten worden;

2° Hij vergewist zich ervan dat de EPB-certificaten en de EPB-certificaten Openbaar gebouw geen enkel commercieel voorstel in verband met de energiebevoorrading van de woning of de aanbevolen energiebesparingsmaatregelen bevatten. De certificaten worden onafhankelijk en objectief opgesteld en worden niet beïnvloed door eventuele commerciële belangen;

3° Hij oefent zijn opdracht volledig onafhankelijk uit. Hij wordt niet gemachtigd om EPB-certificaten op te maken waarop hij een zakelijk of persoonlijk recht heeft of waarvoor hij in welke hoedanigheid ook in het kader van een vastgoedtransactie tussenbeide komt, onder de voorwaarden bepaald onder artikel 18, § 2, van de ordonnantie;

4° Il ne fait aucune publicité des renseignements ou des faits dont il prend connaissance dans l'accomplissement de sa mission et sur lesquels il a un devoir de discrétion;

5° Il accepte le contrôle de qualité de ses prestations par les agents ou un organisme de contrôle désigné par l'Institut et apporte son concours dans les contrôles, enquêtes ou vérifications des certificats PEB et certificats PEB Bâtiment public délivrés;

6° Il suit la formation continue des certificateurs;

7° Il dispose des moyens techniques et informatiques appropriés pour remplir ses obligations;

8° Il informe l'Institut par écrit de ses nouvelles coordonnées;

9° Il conserve pendant une durée de cinq ans, une copie des preuves demandées et des données récoltées pour tout Certificat PEB ou certificat PEB Bâtiment public délivré. Il transmet ces informations à l'Institut sur simple demande;

10° Il remplit ses obligations imposées par la législation sociale et fiscale et communique à l'Institut le nom et le numéro d'entreprise de l'entreprise par laquelle il exerce son activité de certificateur avant la réalisation du premier acte pour lequel il est agréé;

11° Il souscrit une assurance "Responsabilité civile professionnelle" envers les tiers pour les fautes ou négligences commises dans l'exercice de son activité de certificateur.

12° Il transmet à la personne visée à l'article 18, § 4 de l'ordonnance l'original du certificat PEB et sur simple demande de cette personne, une copie du formulaire de collecte des données nécessaires à l'établissement du certificat.

Section 2. — De la procédure d'agrément

Art. 7. § 1^{er}. La demande d'agrément est adressée à l'Institut en un exemplaire par envoi recommandé, ou par porteur au siège de l'Institut ou par voie électronique.

L'Institut délivre immédiatement une attestation de dépôt de la demande.

§ 2. La demande comprend les éléments suivants :

1° S'il s'agit d'une personne physique :

a) le formulaire de demande d'agrément dûment complété et signé, dont le modèle est mis à disposition par l'Institut.

b) une copie de l'attestation de formation valable visée à l'article 4 sous réserve de l'application du paragraphe 3, 4° du présent article

c) une copie de la preuve du paiement du droit de dossier visé à l'article 28 de l'ordonnance

d) un extrait du casier judiciaire

2° S'il s'agit d'une personne morale :

a) sa forme juridique, sa dénomination ou sa raison sociale, le numéro d'entreprise, son siège social et la qualité du signataire de la demande;

b) une copie de la publication de ses statuts et du dernier acte de nomination des administrateurs, ou une copie de la demande de publication des statuts;

c) une copie de la convention entre la personne morale et la personne physique agréée en tant que certificateur, mentionnant son numéro d'agrément;

d) une copie de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 28 de l'ordonnance.

§ 3. Si la demande d'agrément est introduite par une personne physique qui est titulaire d'un titre équivalent délivré dans une autre région ou un autre Etat membre de l'Espace économique européen, la demande d'agrément comprend :

1° une copie du document relatif au titre délivré par les autorités compétentes de la région ou de l'Etat membre de l'Union européenne;

2° si nécessaire, une traduction en langue française ou néerlandaise du titre déjà obtenu;

3° tout élément permettant au demandeur de démontrer que les conditions du titre déjà obtenu sont similaires à celles imposées à l'article 3;

4° Hij geeft geen ruchtbaarheid aan de informatie of feiten, waarvan hij kennisneemt bij de vervulling van zijn opdracht en ten aanzien waarvan hij een geheimhoudingsplicht heeft;

5° Hij aanvaardt een controle van de kwaliteit van zijn prestaties door de personeelsleden of de kwaliteitscontrole-instelling aangeduid door het Instituut en verleent zijn medewerking bij controles, onderzoek of verificaties van afgeleverde EPB-certificaten en EPB-certificaten Openbaar gebouw;

6° hij zal de bijscholing voor certificateurs volgen;

7° Hij beschikt over de gepaste technische en informaticamiddelen om zijn verplichtingen na te komen;

8° Hij bezorgt het Instituut schriftelijk zijn nieuwe gegevens;

9° Gedurende een periode van vijf jaar bewaart hij een kopie van de gevraagde bewijsstukken en de ingezamelde gegevens voor elk afgeleverd EPB-certificaat of EPB-certificaat Openbaar gebouw. Hij maakt deze over aan het Instituut op eenvoudig verzoek;

10° Hij komt de verplichtingen na, die hem door de sociale en fiscale wetgeving opgelegd worden en deelt aan het Instituut de naam en het ondernemingsnummer van de onderneming namens dewelke hij zijn activiteit van certificateur uitoefent mee, voor de uitvoering van de eerste handeling waarvoor hij erkend is;

11° Hij sluit een verzekering « Beroepsaansprakelijkheid » ten aanzien van derden voor fouten of nalatigheden begaan bij de uitoefening van zijn activiteit van certificateur af.

12° Hij bezorgt de in artikel 18, § 4 van de ordonnantie bedoelde persoon het origineel van het EPB-certificaat, en op eenvoudig verzoek van deze persoon, een kopie van het formulier van inzameling van de nuttige gegevens verwerkt voor het opstellen van het EPB-certificaat.

Afdeling 2. — Over de erkenningsprocedure

Art. 7. § 1. De aanvraag tot erkenning wordt in één exemplaar aan het Instituut gericht, hetzij aangetekend of per drager, hetzij elektronisch.

Het Instituut verstrekt onmiddellijk een ontvangstbewijs voor de indiening van de aanvraag.

§ 2. De aanvraag dient de volgende elementen te bevatten :

1° Indien het gaat om een natuurlijke persoon :

a) het naar behoren ingevulde en ondertekende formulier voor aanvraag van erkenning, waarvan het model ter beschikking gesteld wordt door het Instituut.

b) Een kopie van het geldige opleidingsgetuigschrift bedoeld in artikel 4, onder voorbehoud van de toepassing van paragraaf 3, 4° van huidig artikel.

c) Een kopie van het bewijs van betaling van de bij artikel 28 van de ordonnantie bedoelde dossierrechten;

d) Een uittreksel uit het strafregister;

2° Indien het gaat om een rechtspersoon :

a) Zijn juridische vorm, zijn naam of handelsnaam, het ondernemingsnummer, zijn maatschappelijke zetel en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

b) een kopie van de publicatie van de statuten van de rechtspersoon en van de laatste benoemingsaktes van de bestuurders, of een kopie van de aanvraag tot publicatie van de statuten;

c) Een kopie van de overeenkomst tussen de rechtspersoon en de natuurlijke persoon die erkend is als certificateur, die zijn erkenningsnummer vermeldt;

d) Een kopie van het bewijs van betaling van de bij artikel 28 van de ordonnantie bedoelde dossierrechten.

§ 3. Indien de aanvraag tot erkenning wordt ingediend door een natuurlijke persoon die houder is van een gelijkwaardige zijnde titel die in een ander gewest of in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte afgeleverd werd, bevat de erkenningsaanvraag :

1° een kopie van het document houdende de titel afgeleverd door de bevoegde overheidsdiensten van het gewest of van de lidstaat van de Europese Unie;

2° indien nodig, een vertaling naar het Nederlands of het Frans van de reeds verkregen titel;

3° elk element dat de aanvrager in staat stelt om aan te tonen dat de voorwaarden van de reeds ontvangen titel gelijkaardig zijn aan de voorwaarden opgelegd in artikel 3;

4° une attestation selon laquelle le module réglementaire et le module d'évaluation dont le contenu est fixé à l'annexe 1^{re} ont été suivis avec fruit;

5° une copie de la preuve du paiement du droit de dossier visé à l'article 28 de l'ordonnance.

Art. 8. § 1^{er}. L'institut adresse au demandeur un accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande d'agrément.

Si le dossier est incomplet, l'institut informe le demandeur des documents et renseignements manquants. Dans les dix jours ouvrables de la réception des documents manquants, elle lui adresse un accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet.

L'accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet indique les délais de traitement du dossier et les voies de recours contre la décision.

§ 2. L'institut statue sur la demande d'agrément en tenant compte des éléments contenus dans le dossier déclaré complet. Il notifie sa décision au demandeur par lettre recommandée dans les trente jours ouvrables de la date d'envoi de l'accusé de réception du dossier déclaré complet.

§ 3. A défaut de notification de la décision dans le délai prévu au § 2, le demandeur peut, par lettre recommandée, adresser un rappel à l'Institut.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de quinze jours ouvrables prenant cours à la date du dépôt du recommandé contenant rappel, le demandeur n'a pas reçu de décision, la demande est réputée refusée.

Art. 9. § 1^{er}. L'agrément est publié, par extrait au *Moniteur belge* et sur le portail en ligne de l'Institut.

§ 2. Tous les actes établis dans le cadre de l'activité pour laquelle la personne est agréée mentionnent le numéro de l'agrément de la personne physique et, le cas échéant, le numéro de l'agrément de la personne morale.

Section 3. — De la suspension et du retrait de l'agrément

Art. 10. § 1^{er}. L'Institut peut suspendre l'agrément si le titulaire ne respecte pas ses obligations visées à l'article 6.

§ 2. Si le titulaire de l'agrément ne remplit plus les conditions d'agrément visées au présent arrêté, il le signale à l'Institut et rétablit sa situation dans un délai de quinze jours.

L'Institut peut suspendre l'agrément s'il constate que son titulaire ne répond plus aux conditions d'agrément

§ 3. Le titulaire de l'agrément ayant fait l'objet de deux suspensions peut se voir retirer l'agrément par l'Institut

Art. 11. § 1^{er}. Toute décision de suspension est prise après avoir donné au titulaire de l'agrément la possibilité d'adresser ses observations, oralement ou par écrit.

Toute décision de retrait est prise après avoir notifié au titulaire de l'agrément un avertissement au minimum, et après lui avoir donné la possibilité d'adresser ses observations, oralement ou par écrit.

§ 2 La décision de suspension ou de retrait est notifiée par lettre recommandée au titulaire de l'agrément. Elle est publiée, par extrait au *Moniteur belge* et sur le portail en ligne de l'Institut dès qu'une des deux conditions suivantes est remplie :

1° le délai pour introduire le recours prévu à l'article 12 est expiré.

2° la décision est confirmée ou réputée confirmée, après avoir fait l'objet du recours prévu à l'article 12.

§ 3. Dans le même délai, le titulaire de l'agrément dont l'agrément a été suspendu ou retiré notifie à ses clients en cours qu'il n'est plus agréé.

Section 4. — De la procédure de recours

Art. 12. § 1^{er}. En exécution de l'article 24 de l'ordonnance, toute personne qui s'est vue refuser, suspendre, retirer l'agrément ou qui n'a pas obtenu de décision dans le délai visé à l'article 8, § 3 peut introduire un recours auprès du Collège d'environnement.

4° een attest volgens hetwelk de reglementaire module en de evaluatiemodule waarvan de inhoud bepaald is in bijlage 1 met vrucht werden gevolgd;

5° Een kopie van het bewijs van betaling van de bij artikel 28 van de ordonnantie bedoelde dossierrechten.

Art. 8. § 1. Het Instituut stuurt een ontvangstbewijs van het volledig of onvolledig verklaarde dossier naar de aanvrager op binnen de tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag tot erkenning.

Als het dossier onvolledig is, deelt het Instituut de aanvrager mee, welke documenten en inlichtingen nog ontbreken. Binnen de tien werkdagen na ontvangst van de ontbrekende documenten stuurt het Instituut een ontvangstbewijs van het volledig of onvolledig verklaarde dossier op.

Het ontvangstbewijs van het volledig of onvolledig verklaarde dossier vermeldt de behandelingstermijnen van het dossier en de beroepsmiddelen tegen de beslissing.

§ 2. Het Instituut oordeelt over de aanvraag tot erkenning, rekening houdende met de elementen in het volledig verklaarde dossier. Het Instituut betekent zijn beslissing aan de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen de dertig werkdagen na de datum van verzending van het ontvangstbewijs van het volledig verklaard dossier.

§ 3. Bij gebrek aan betekening van de beslissing binnen de in § 2 voorziene termijn kan de aanvrager bij aangetekend schrijven een herinnering sturen aan het Instituut.

Indien de aanvrager bij het verstrijken van een nieuwe termijn van vijftien werkdagen vanaf de neerlegging van de aangetekende zending houdende de herinnering geen beslissing heeft ontvangen, wordt de aanvraag geacht geweigerd te zijn.

Art. 9. § 1. De erkenning wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* en op de online portaalsite van het Instituut.

§ 2. Alle aktes die in het kader van de activiteit waarvoor de persoon erkend werd, opgesteld worden, vermelden het erkenningnummer van de natuurlijke persoon en, in voorkomend geval, het erkenningnummer van de rechtspersoon.

Afdeling 3 - Over de schorsing en de intrekking van de erkenning

Art. 10. § 1 Het Instituut kan de erkenning schorsen als de houder zijn verplichtingen bedoeld onder artikel 6 niet nakomt.

§ 2. Indien de houder van de erkenning niet langer voldoet aan de in dit besluit beoogde erkenningvoorwaarden, dan moet hij dat aan het Instituut laten weten en zich in regel stellen binnen een termijn van vijftien dagen.

Het Instituut kan de erkenning schorsen, als het vaststelt dat de houder van de erkenning niet langer aan de erkenningvoorwaarden voldoet.

§ 3. Van de houder van een erkenning die het voorwerp uitmaakte van twee schorsingen, kan het Instituut de erkenning intrekken.

Art. 11. § 1 Elke beslissing tot schorsing wordt genomen na de houder van de erkenning de mogelijkheid te hebben geboden om zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk te bezorgen.

Elke beslissing tot intrekking wordt genomen na betekening aan de houder van de erkenning van tenminste één waarschuwing en na hem de mogelijkheid te hebben geboden om zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk te bezorgen.

§ 2 Een beslissing tot schorsing of intrekking wordt bij aangetekend schrijven betekend aan de houder van de erkenning. Ze wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het Belgisch staatsblad en op de online portaalsite van het Instituut, van zodra aan één van de volgende twee voorwaarden is voldaan :

1° de termijn voor het instellen van het beroep voorzien in artikel 12 is verstreken.

2° de beslissing werd bevestigd of wordt geacht te zijn bevestigd, na het voorwerp te hebben uitgemaakt van het beroep voorzien in artikel 12.

§ 3. Binnen dezelfde termijn dient de houder van de erkenning wiens erkenning werd geschorst of ingetrokken, aan zijn klanten kennis te geven dat hij niet langer erkend is.

Afdeling 4. — Over de beroepprocedure

Art. 12. § 1. In uitvoering van artikel 24 van de ordonnantie kan elke persoon aan wie de erkenning geweigerd werd, wiens erkenning geschorst of ingetrokken werd of die geen beslissing ontving binnen de bij artikel 8, § 3 beoogde termijn, hiertegen beroep aantekenen bij het Milieucollege.

§ 2. Le délai de recours de trente jours court à dater de la notification de la décision visée à l'article 8, § 2 ou à l'article 11, § 2, ou de l'expiration du délai visé à l'article 8, § 3.

§ 3. Dans les cinq jours à dater de la réception du recours, le Collège d'environnement adresse une copie de celui-ci à l'Institut.

§ 4. L'Institut transmet au Collège d'environnement une copie du dossier dans les dix jours de la réception de la copie du recours.

§ 5. Le requérant ou son conseil, ainsi que l'Institut ou son délégué sont, à leur demande, entendus par le Collège d'environnement. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

CHAPITRE 3. — *Du système de contrôle de qualité*

Art. 13. La désignation par l'Institut en tant qu'organisme de contrôle de qualité est octroyée aux personnes remplissant la condition suivante :

Avoir désigné en son sein des personnes physiques qui sont titulaires de l'attestation de formation visée à l'article 4 et qui disposent d'une expérience pratique dans le domaine de la performance énergétique des bâtiments.

Art. 14. § 1^{er}. L'organisme de contrôle de qualité exécute les missions suivantes sur demande de l'Institut :

1° le contrôle des obligations prévues à l'article 6;

2° l'établissement de rapports sur les contrôles de qualité effectués, avec envoi de ceux-ci à l'Institut.

§ 2. S'il résulte du contrôle visé au § 1^{er}, 1° que le certificateur n'a pas respecté ses obligations, et que ce manquement requiert un nouveau contrôle en présence des parties concernées, les frais occasionnés par ce nouveau contrôle seront à charge du certificateur pris en défaut.

§ 3. Les résultats du contrôle visé au § 1^{er}, 1° peuvent être utilisés par l'Institut pour suspendre ou retirer l'agrément.

CHAPITRE 4. — *De la reconnaissance des formations pour certificateurs*

Art. 15. § 1^{er}. La reconnaissance d'une formation pour certificateur est octroyée aux formations qui répondent aux conditions suivantes :

1° la formation contient plusieurs modules : réglementaire, théorique, pratique et d'évaluation dont le contenu minimal est défini à l'annexe 1^{re};

2° la formation est dispensée dans une infrastructure adaptée à l'organisation de la formation;

3° la formation est dispensée par des formateurs qui disposent d'une expérience pratique dans le domaine de la performance énergétique des bâtiments.

§ 2. Tout organisme de formation dont la formation est reconnue par l'Institut est habilité à délivrer l'attestation de formation valable.

§ 3. L'Institut informe le cas échéant les organismes de formation des formations équivalentes dispensées dans une autre région ou un autre Etat membre, et les autorise à dispenser d'un ou plusieurs modules, à l'exception du module réglementaire et du module d'évaluation, toute personne physique qui fournit une preuve de participation à ladite formation équivalente.

Art. 16. § 1^{er}. La demande de reconnaissance de la formation pour certificateur est adressée à l'Institut en un exemplaire par envoi recommandé, ou par porteur au siège de l'Institut ou par voie électronique et contient au moins les données reprises dans le formulaire conforme au modèle de l'annexe 2 accompagnées des documents mentionnés dans cette annexe.

L'Institut délivre immédiatement une attestation de dépôt de la demande.

§ 2. La demande de reconnaissance est instruite selon la procédure décrite aux articles 8 et 9.

Art. 17. La formation de recyclage est reconnue par l'Institut si son contenu fait l'objet d'une proposition qui a obtenu un avis favorable de la part de l'Institut dans un délai de dix jours ouvrables après la réception de la proposition. L'absence d'avis dans le délai prévu équivaut à un avis favorable.

§ 2. De beroepstermijn van dertig dagen begint te lopen vanaf de kennisgeving van de in artikel 8, § 2 of in artikel 11, § 2 beoogde beslissing of het verstrijken van de bij artikel 8, § 3 beoogde termijn.

§ 3. Binnen de vijf dagen vanaf de ontvangst van het beroep stuurt het Milieucollege een kopie ervan naar het Instituut.

§ 4. Binnen de tien dagen vanaf de ontvangst van de kopie van het beroep stuurt het Instituut een kopie van het dossier naar het Milieucollege.

§ 5. De indiener of zijn raadsman, evenals het Instituut of zijn afgevaardigde worden, op hun verzoek, door het Milieucollege gehoord. Wanneer een partij vraagt om gehoord te worden, worden de andere partijen uitgenodigd om te verschijnen.

HOOFDSTUK 3. — *Over het systeem van kwaliteitscontrole*

Art. 13. De aanwijzing door het Instituut als kwaliteitscontrole-instelling wordt toegekend aan personen die aan de volgende voorwaarde voldoen :

Natuurlijke personen in zijn midden hebben aangeduid die houder zijn van het bij artikel 4 beoogde geldige opleidingsgetuigschrift en die beschikken over een praktijkervaring op het vlak van de energieprestatie van gebouwen.

Art. 14. § 1. De kwaliteitscontrole-instelling voert op verzoek van het Instituut de volgende opdrachten uit :

1° De controle van de verplichtingen voorzien in artikel 6;

2° De opstelling van rapporten over de uitgevoerde kwaliteitscontroles en de verzending ervan naar het Instituut.

§ 2. Mocht uit de bij § 1, 1° beoogde controle blijken dat de certificateur zijn verplichtingen niet is nagekomen en dat deze tekortkoming een nieuwe controle in aanwezigheid van de betrokken partijen noodzakelijk maakt, zullen de kosten voor deze nieuwe controle over rekening van de in gebreke gebleven certificateur zijn.

§ 3. De resultaten van de controle bedoeld onder § 1, 1° kunnen door het Instituut worden gebruikt om de erkenning op te schorten of in te trekken.

HOOFDSTUK 4. — *De erkenning van de opleidingen voor certificateurs*

Art. 15. § 1. De erkenning van een opleiding voor certificateur wordt toegekend aan de opleidingen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° De opleiding omvat verschillende modules : réglementaire, theoretische, praktische en een evaluatie waarvan de minimale inhoud in bijlage 1 wordt bepaald.

2° De opleiding wordt gegeven in een geschikte infrastructuur voor de organisatie van de opleiding.

3° De opleiding wordt verstrekt door opleiders die beschikken over een praktische ervaring op het vlak van de energieprestatie van gebouwen.

§ 2. Iedere opleidingsinstelling waarvan de opleiding door het Instituut is erkend is gemachtigd een geldig opleidingsgetuigschrift uit te reiken.

§ 3. Het Instituut informeert desgevallend de opleidingsinstellingen over de vrijgestelde gelijkwaardige opleidingen in een ander gewest of een andere lidstaat, en geeft hen de toestemming om elke natuurlijke persoon die een bewijs van deelname aan de voornoemde gelijkwaardige opleiding voorlegt, vrij te stellen van een of meerdere modules, met uitzondering van de réglementaire module en de evaluatiemodule.

Art. 16. § 1. De aanvraag tot erkenning van de opleiding voor certificateur wordt in één exemplaar aangetekend of bij koerier naar de zetel van het Instituut of elektronisch tot het Instituut gericht. De aanvraag bevat minstens de gegevens opgenomen in het formulier dat overeenkomt met het model in bijlage 2 en wordt vergezeld van de documenten vermeld in deze bijlage.

Het Instituut bezorgt onmiddellijk een ontvangstbewijs voor de indiening van de aanvraag.

§ 2. De aanvraag tot erkenning zal in overeenstemming met de in de artikelen 8 en 9 beschreven procedure onderzocht worden.

Art. 17. De bijscholing wordt door het Instituut erkend, als de inhoud ervan het voorwerp uitmaakt van een voorstel dat een gunstig advies van het Instituut ontving binnen een termijn van tien werkdagen na ontvangst van het voorstel. Mocht een dergelijk advies binnen de voorziene termijn uitblijven, mag dit als gelijkwaardig aan een gunstig advies worden beschouwd.

Art. 18. L'organisme dont la formation est reconnue respecte les obligations suivantes :

1° Il communique à l'Institut les dates de formation au moins quinze jours ouvrables à l'avance. L'Institut a libre accès aux formations;

2° Il transmet annuellement à l'Institut un rapport d'activités dans lequel il décrit et évalue les formations reconnues organisées, liste les attestations de formation délivrées, et déclare que la formation remplit toujours les conditions de reconnaissance;

3° Il transmet les supports pédagogiques de la formation à la demande de l'Institut;

4° Il met à jour le contenu des supports pédagogiques suivant les instructions de l'Institut;

5° Il organise une formation de recyclage sur base des instructions de l'Institut visées au 4°;

6° Il communique à l'Institut toute modification relative à une donnée figurant dans le dossier de reconnaissance.

Art. 19. L'Institut peut décider de suspendre ou retirer la reconnaissance en respectant la procédure visée à l'article 11 :

1° si les conditions de reconnaissance ne sont plus remplies ou;

2° si l'organisme dont la formation est reconnue ne remplit pas ses obligations visées à l'article 18.

Art. 20. Les dispositions relatives à la procédure de recours prévues à l'article 12 s'appliquent au présent chapitre.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoire et finales

Art. 21. Les formations pour certificateurs organisées par l'Institut et conformes au contenu de l'annexe 1^{re} sont reconnues.

Art. 22. Le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 17 février 2011.

Le Ministre Président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie,
de la Rénovation urbaine et de l'Aide aux personnes,
Mme E. HUYTEBROECK

Art. 18. De instelling waarvan de opleiding erkend wordt, komt de volgende verplichtingen na :

1° ze deelt aan het Instituut de opleidingsdata mee, minstens vijftien werkdagen op voorhand. Het Instituut heeft vrije toegang tot de opleidingen;

2° ze bezorgt het Instituut jaarlijks een activiteitenrapport waarin ze de georganiseerde erkende opleidingen beschrijft en evalueert, een lijst van de afgeleverde opleidingsgetuigschriften opneemt en verklaart dat de opleiding nog steeds de erkenningsvoorwaarden vervult;

3° op vraag van het Instituut bezorgt ze het pedagogische ondersteuningsmateriaal van de opleiding;

4° ze werkt volgens de aanwijzingen van het Instituut de inhoud van het pedagogische ondersteuningsmateriaal bij;

5° op basis van de aanwijzingen van het Instituut bedoeld onder 4° organiseert ze een bijscholing;

6° ze deelt aan het Instituut elke wijziging mee betreffende elk gegeven aanwezig in het erkenningsdossier.

Art. 19. Het Instituut kan mits naleving van de procedure bedoeld in artikel 11 beslissen om de erkenning op te schorten of in te trekken :

1° als niet langer voldaan wordt aan de erkenningsvoorwaarden of;

2° als de instelling waarvan de opleiding erkend werd haar verplichtingen bedoeld in artikel 18 niet nakomt.

Art. 20. De bepalingen met betrekking tot de beroepsprocedure voorzien in artikel 12 zijn van toepassing op huidig hoofdstuk.

HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 21. De opleidingen voor certificateurs die door het Instituut georganiseerd worden overeenkomstig de inhoud van bijlage 1 zijn erkend.

Art. 22. De Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die het Energiebeleid tot zijn bevoegdheden telt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 februari 2011.

De Minister-Voorzitter
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Minister voor Leefmilieu, Energie, Stadsvernieuwing
en Bijstand aan Personen,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Annexe 1^{re}. — Contenu minimal des formations en vue de l'agrément des certificateurs

	Formation pour certificat PEB habitation individuelle	Formation pour certificat PEB unités tertiaires
Module réglementaire	Ordonnance PEB et ses arrêtés d'exécution concernant les certificats PEB pour les habitations individuelles, unités tertiaires, bâtiments publics Code du logement bruxellois Contrôle des certificats PEB	Ordonnance PEB et ses arrêtés d'exécution concernant les certificats PEB pour les habitations individuelles, unités tertiaires, bâtiments publics Responsabilités, assurances Contrôle des certificats PEB
Module théorique	Notions de base de physique du bâtiment L'isolation thermique et les particularités des quatre éléments constructifs (mur, toit, sol, fenêtre) Notions de base sur les équipements techniques et en particulier sur les installations de production de chaleur et la ventilation Méthodologie de certification : - méthode de calcul	Notions de base de physique du bâtiment L'isolation thermique et les particularités des quatre éléments constructifs (mur, toit, sol, fenêtre) Notions de base sur les équipements techniques et en particulier sur les installations de production de chaleur, la ventilation et l'éclairage Méthodologie de certification : - méthode de calcul
Module pratique	Utilisation du logiciel de calcul mis à disposition par l'Institut : exercices sur l'utilisation du logiciel Méthodologie de certification : - procédure de certification - protocole - recommandations	Utilisation du logiciel de calcul mis à disposition par l'Institut : exercices sur l'utilisation du logiciel Méthodologie de certification : - procédure de certification - protocole - recommandations Réalisation de certificats PEB sur site et débriefing

	Formation pour certificat PEB habitation individuelle	Formation pour certificat PEB unités tertiaires
Module d'évaluation	Epreuve théorique démontrant les connaissances nécessaires concernant : <ul style="list-style-type: none"> - la réglementation bruxelloise - les bâtiments, les systèmes constructifs, les équipements techniques, les matériaux et produits de construction; - l'utilisation des règles déterminant le volume protégé; - le mètre d'éléments du bâtiment. Epreuve pratique : mise en situation de certification du candidat et vérification de la capacité d'établir un certificat de performance énergétique au moyen du logiciel fourni et en suivant les règles édictées dans le protocole.	Epreuve théorique et pratique

	Formation pour certificat PEB Bâtiment public
Module réglementaire	Aperçu général de l'ordonnance PEB Contenu réglementaire de l'ordonnance en matière de certification Arrêté Certificat PEB Bâtiment public Contrôle des certificats PEB
Module théorique	Notions de base de la physique du bâtiment et de la comptabilité énergétique Méthode de calcul : présentation et explications des données à collecter et de la manière dont elles sont prises en compte Principes URE et recommandations
Module pratique	Présentation du logiciel de calcul Visite sur site et analyse de cas pratique avec encodage des données et visualisation du certificat
Module d'évaluation	Epreuve théorique démontrant les connaissances nécessaires concernant : <ul style="list-style-type: none"> - la réglementation bruxelloise - les bâtiments, les systèmes constructifs, les équipements techniques, les matériaux et produits de construction; - le mètre d'éléments du bâtiment. Epreuve pratique : mise en situation de certification du candidat et vérification de la capacité d'établir un certificat de performance énergétique au moyen du logiciel fourni et en suivant les règles édictées dans le protocole.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 février 2011 relatif à l'agrément des certificateurs qui établissent un certificat PEB ou un certificat PEB Bâtiment public.

Le Ministre-Président du Gouvernement bruxellois,

Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie, de la Rénovation urbaine et de l'Aide aux personnes,

Mme E. HUYTEBROECK

Annexe 2. — **Modèle de demande de reconnaissance de formation pour certificateur**

Demande de reconnaissance d'une formation pour certificateurs établissant des certificats PEB pour :

- Habitations individuelles
- Unités tertiaires
- Bâtiments publics

Comment envoyer ce formulaire ?

Envoyez ce formulaire à l'adresse ci-dessous :

Institut Bruxellois pour la Gestion de l'environnement – Bruxelles Environnement

Département Technologie et outils PEB

Gulledelle 100

1200 Bruxelles

Mail : XXX@ibgebim.be

Renseignements administratifs sur l'organisme de formation

1. Complétez ci-dessous les renseignements sur l'organisme de formation.

Dénomination officielle de l'organisme de formation :

.....

Rue et numéro.....

Code postal/Commune

Numéro de téléphone

Numéro de fax

Adresse e-mail

Site Internet

Nom et prénom du directeur

Nom et prénom du responsable de la formation

2. Joignez au formulaire toutes les pièces justificatives suivantes.

- une copie de la publication des statuts de la personne morale et du dernier acte de nomination des administrateurs, ou une copie de la demande de publication des statuts;
- la liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la personne morale pour laquelle la demande de reconnaissance est introduite;
- les reconnaissances éventuellement octroyées par les autorités compétentes d'une autre région ou à l'étranger.

Infrastructure

Une note décrivant l'infrastructure technique en vue de l'organisation de la formation: elle mentionne notamment :

- La localisation des formations;
- Un descriptif des locaux et équipements;
- Le type de support pédagogique.

Formateurs

- La liste des formateurs avec leurs nom, prénom, titres, diplômes et attestations de formation;
- Le *curriculum vitae* des formateurs;
- Une copie des diplômes, titres et attestations de formation des formateurs;

Encadrement pédagogique

Une note désignant les personnes responsables et compétentes pour les activités de contrôle qualité de la formation et qui décrit les moyens mis en œuvre pour assurer la qualité pédagogique et scientifique de la formation ainsi que le mode d'évaluation de sa qualité.

Programme de formation

Programme détaillé des matières dispensées pour un cycle de formation type (contenant au minimum les 4 modules) sous forme de tableau reprenant :

- les intitulés de cours;
- le nombre d'heures y consacrées;
- le nom du (des) formateur(s) correspondant;

Contenu des matières

- L'intégralité des supports pédagogiques reprenant le contenu des matières dispensées dans les différents modules.
- Une description du module d'évaluation (évaluation écrite ou orale, liste représentative de questions, jury,...).

Organisation pratique des formations

- Le projet de calendrier des cycles de formations pour une année type;
- Le nombre maximum de participants admis par cycle de formation;
- Le régime linguistique par cycle de formation;
- Le droit d'inscription à la formation

Admission des candidats

- Une description des éventuels critères d'admission des candidats à la formation.
- Une déclaration qui indique si l'organisme de formation à l'intention ou non d'accorder une dispense du module technique aux candidats qui la demandent, suivant les modalités décrites à l'article 15, § 3 du présent arrêté.

Délivrance de l'attestation aux candidats

Vu que l'attestation de formation est délivrée après avoir suivi avec fruit une formation reconnue conformément à l'article 4 du présent arrêté :

- Une description des critères de suivi avec fruit de la formation.
- Le critère relatif au module d'évaluation comprend :
- Les critères de réussite du module dévaluation.

Les modalités de rattrapage éventuels en cas d'échec.

Signature

Je certifie que les renseignements sur ce formulaire sont exacts.

Lieu Date (jj/mm/aaaa)

Signature

Nom/prénom

Qualité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 février 2011 relatif à l'agrément des certificateurs qui établissent un certificat PEB ou un certificat PEB Bâtiment public.

Le Ministre-Président du Gouvernement bruxellois,
Ch. PICQUE

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie, de la Rénovation urbaine et de l'Aide aux personnes,
Mme E. HUYTEBROECK

Bijlage 1. — Minimum inhoud van de opleidingen met het oog op de erkenning van de certificateur

	Opleiding voor EPB-certificaat van wooneenheden	Opleiding voor EPB-certificaat van tertiaire eenheden
Reglementaire module	EPB-ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten betreffende de EPB-certificaten voor wooneenheden, tertiaire eenheden en openbare gebouwen Brusselse huisvestingscode Controle van de EPB-certificaten	EPB-ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten betreffende de EPB-certificaten voor wooneenheden, tertiaire eenheden en openbare gebouwen Aansprakelijkheden, verzekeringen Controle van de EPB-certificaten
Theoretische module	Basiskennis van bouwfysische aspecten van het gebouw. De thermische isolatie en de specifieke eigenschappen van de vier bouwelementen (muren, dak, vloeren, ramen) Basiskennis over de technische uitrusting en in het bijzonder over ventilatie en de warmteproductie-installaties Certificatiemethodologie : - berekeningsmethode	Basiskennis van bouwfysische aspecten van het gebouw. De thermische isolatie en de specifieke eigenschappen van de vier bouwelementen (muren, dak, vloeren, ramen) Basiskennis over de technische uitrusting en in het bijzonder over ventilatie, verlichting en de warmteproductie-installaties Certificatiemethodologie : - berekeningsmethode
Praktische module	Gebruik van de berekeningssoftware die het Instituut ter beschikking stelt Certificatiemethodologie : - certificatieprocedure - protocol - aanbevelingen	Gebruik van de berekeningssoftware die het Instituut ter beschikking stelt Certificatiemethodologie : - certificatieprocedure - protocol - aanbevelingen Ter plaatse opstellen van EPB-certificaten en debriefing
Evaluatiemodule	Technische proef die de noodzakelijke kennis aantoont aangaande : - de Brusselse regelgeving – de gebouwen, de bouwsystemen, de technische uitrusting, de bouwmaterialen en -producten; - het gebruik van de regels die het beschermde volume bepalen; - de opmetingsstaat van elementen van het gebouw. Praktische proef : simulatie van een certificering van de kandidaat en nagaan van de bekwaamheid om een certificaat voor energieprestatie op te stellen aan de hand van de geleverde software en in navolging van de regels uitgevaardigd in het protocol.	Theoretische en praktische proef

	Opleiding voor EPB-certificaat Openbaar gebouw
Reglementaire module	Algemeen overzicht van de EPB-ordonnantie Reglementaire inhoud van de ordonnantie inzake certificatie Besluit EPB-certificaat Openbaar gebouw Controle van de EPB-certificaten
Theoretische module	Basiskennis van bouwfysische aspecten van het gebouw en de energieboekhouding Berekeningsmethode : voorstelling en uitleg van de in te zamelen gegevens en de manier waarop ze verrekend worden REG-principes en aanbevelingen
Praktische module	Voorstelling van de berekeningssoftware Bezoek ter plaatse en analyse van een praktijkgeval met ingeven van de gegevens en visualisering van het certificaat
Evaluatiemodule	Technische proef die de noodzakelijke kennis aantoont aangaande : - de Brusselse regelgeving – de gebouwen, de bouwsystemen, de technische uitrusting, de bouwmaterialen en -producten; - de opmetingsstaat van elementen van het gebouw. Praktische proef : simulatie van een certificering van de kandidaat en nagaan van de bekwaamheid om een certificaat voor energieprestatie op te stellen aan de hand van de geleverde software en in navolging van de regels uitgevaardigd in het protocol.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 februari 2011 betreffende de erkenning van de certificateurs voor het opstellen van een EPB-certificaat of een EPB-certificaat Openbaar gebouw.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Minister voor Leefmilieu, Energie, Stadsvernieuwing en Bijstand aan Personen,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 2. — Model van aanvraag tot erkenning van een opleiding voor certificateurs

Aanvraag tot erkenning van een opleiding voor :

- Residentieel certificateur
- Tertiaire certificateur
- Certificateur voor Openbaar gebouw

Hoe moet dit formulier opgestuurd worden ?

Stuur dit formulier op naar het volgende adres :

Brussels Instituut voor Milieubeheer – Leefmilieu Brussel

Departement EPB

Gulledelle 100

1200 Brussel

Mail : XXX@ibgebim.be

Administratieve gegevens over de opleidingsinstelling

1. Gelieve onderstaande gegevens voor de opleidingsinstelling in te vullen.

Officiële naam van de opleidingsinstelling :

..... Straat en nummer

Postcode/gemeente

Telefoonnummer

Faxnummer

E-mailadres

Website

Naam en voornaam van de directeur

Naam en voornaam van de opleidingsverantwoordelijke

2. Gelieve aan het formulier alle volgende bewijsstukken toe te voegen.

Een kopie van de publicatie van de statuten van de rechtspersoon en van de laatste benoemingsakten van de bestuurders, of een kopie van de aanvraag tot publicatie van de statuten;

De lijst met de namen van de bestuurders, zaakvoerders of personen die de rechtspersoon, waarvoor de erkenningsaanvraag wordt ingediend, kunnen verbinden;

de erkenningen die eventueel door de bevoegde overheidsdiensten van een ander gewest of in het buitenland toegekend werden.

Infrastructuur

Een nota die de technische infrastructuur met het oog op de organisatie van de opleiding beschrijft : deze dient meer bepaald de volgende zaken te vermelden :

- De locatie waar de opleidingen zullen plaatsvinden;
- Een beschrijving van de lokalen en de voorzieningen;
- Het type van pedagogische ondersteuning.

Lesgevers

- De lijst van de lesgevers met hun naam, voornaam, titel, diploma's en opleidingsgetuigschriften;
- Het *curriculum vitae* van de lesgevers;
- Een kopie van de diploma's, titels en opleidingsgetuigschriften van de lesgevers;

Pedagogische omkadering

Een nota die de personen aanduidt, die verantwoordelijk en bevoegd zijn voor de kwaliteitscontroleactiviteiten met betrekking tot de opleiding en die de middelen beschrijft, die gebruikt worden om de pedagogische en wetenschappelijke kwaliteit van de opleiding te verzekeren, alsook de wijze waarop de kwaliteit ervan beoordeeld wordt.

Opleidingsprogramma

Gedetailleerd programma van de gegeven stof voor een standaard opleidingscyclus (die ten minste de 4 modules dient te omvatten) in de vorm van een tabel die de volgende zaken vermeldt :

- De titels van de cursussen;
- Het aantal uren dat eraan besteed wordt;
- De naam van de respectieve lesgever(s) ;

Inhoud van de stof

Alle pedagogische ondersteuningsmaterialen met de inhoud van de stof die in de verschillende modules vervat zit.

Een beschrijving van de evaluatiemodule (schriftelijke of mondelinge evaluatie, representatieve vragenlijst, jury,...).

Praktische organisatie van de opleidingen

- Het ontwerp van kalender van de opleidingscycli voor een standaardjaar;
- Het maximum toegelaten aantal deelnemers per opleidingscyclus;
- Het taalstelsel per opleidingscyclus;
- Het inschrijvingsrecht voor de opleiding.

Toelaten van de kandidaten

- Een beschrijving van de eventuele toelatingscriteria voor de cursisten.
- Een verklaring die aangeeft of het organisme al dan niet de bedoeling heeft een vrijstelling voor de technische module te verlenen aan de kandidaten die dat vragen, volgens de bepalingen zoals die vervat zitten in artikel 15, § 3 van dit besluit.

Afleveren van het attest aan de kandidaten

Gezien het opleidingsgetuigschrift na een erkende opleiding met succes te hebben gevolgd wordt afgeleverd overeenkomstig artikel 4 van dit besluit :

- Een beschrijving van het criterium « een opleiding met succes te hebben gevolgd ».
- Het criterium betreffende de evaluatiemodule bevat :

- De slaagcriteria van de evaluatiemodule,
- De voorwaarden voor de eventuele inhaallessen,

Handtekening

Ik verklaar dat de in dit formulier gegeven informatie correct is.

Plaats Datum (dd/mm/ijij)

Handtekening

Naam/voornaam

Hoedanigheid

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 februari 2011 betreffende de erkenning van de certificateurs voor het opstellen van een EPB-certificaat of een EPB-certificaat Openbaar gebouw.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Minister voor Leefmilieu, Energie, Stadsvernieuwing en Bijstand aan Personen,
Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTERE**DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2011 — 649

[C - 2011/31104]

17 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au certificat PEB établi par un certificateur pour les habitations individuelles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 7 juin 2007 relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments, l'article 5, § 1^{er}, l'article 17, §§ 3 et 4, modifié par l'ordonnance du 14 mai 2009, l'article 18, § 5, l'article 25, § 2, inséré par l'ordonnance du 14 mai 2009, et l'article 41;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 13 septembre 2010;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 21 septembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 8 juillet 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 29 juin 2010;

Vu l'avis 48.979/3 du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement, de l'Energie, de la Rénovation urbaine et de l'Aide aux personnes;

MINISTERIE**VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2011 — 649

[C - 2011/31104]

17 FEBRUARI 2011. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het door een certificateur opgestelde EPB-certificaat voor wooneenheden

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 7 juni 2007 houdende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen, artikel 5, § 1, artikel 17, §§ 3 en 4, gewijzigd bij de ordonnantie van 14 mei 2009, artikel 18, § 5, artikel 25, § 2, ingevoegd bij de ordonnantie van 14 mei 2009, en artikel 41;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 13 september 2010;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 21 september 2010;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juli 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 juni 2010;

Gelet op het advies 48.979/3 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2010 in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu, Energie, Stadsvernieuwing en Bijstand aan Personen;